CNIEG
Votre retraite, notre métier

Déclaration de charge de famille pour le paiement des avantages familiaux ou modification de situation familiale

CNIEG
CS 60 415
44204 NANTES
CEDEX 2

Pour demander l'attribution ou le maintien du forfait familial, du sursalaire familial ou de l'indemnité transport Corse :

Retourner cette demande complétée et signée via cnieg.fr en vous connectant à votre espace personnel → démarche transmettre mes documents.
Nous vous remercions de bien vouloir nous transmettre toutes les pièces justificatives demandées dans l'encadré ci-dessous.

Pièces justificatives à joindre impérativement pour vous et votre conjoint :

- Le dernier bulletin de salaire
- L'attestation de versement ou de non-versement, de votre entreprise ou caisse de retraite concernant les prestations : sursalaire familial/forfait familial/supplément familial de traitement et l'indemnité de transport corse ou prime d'insularité

Documents obligatoires pour votre enfant :
- Si activité professionnelle / apprentissage / contrat de professionnalisation : joindre les copies du contrat et du dernier bulletin de salaire
- Si Demandeur d'emploi : joindre l'attestation Pôle Emploi

1 – Votre identité

Nom : _____ Prénom : _____ Date de naissance : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

N° de sécurité sociale : _____

Tel : _____ Email : _____

2 – Votre situation actuelle

Depuis le _____

- ☐ Retraité des IEG
- ☐ Retraité d'un autre régime (précisez)_____
- ☐ Salarié, (précisez le nom de l'entreprise)_____
- ☐ En Invalidité (IEG)
- ☐ Autre situation (précisez)_____

Percevez-vous :

- un sursalaire familial/forfait familial/supplément familial de traitement (autre avantage similaire)

☐ Oui ☐ Non

- une indemnité de transport corse ou prime d'insularité

☐ Oui ☐ Non

3 – Votre dernière situation matrimoniale

Depuis le _____

☐ Célibataire ☐ Marié ☐ Concubin

☐ Divorcé ☐ Séparé ☐ Veuf ☐ Pacsé

4 - Identité de votre conjoint

Nom : _____ Prénom : _____

Date de naissance : _____ N° de sécurité sociale : _____

5 – Situation de votre conjoint

Depuis le _____

- ☐ Retraité des IEG
- ☐ Retraité d'un autre régime (précisez) : _____
- ☐ Salarié, nom de l'entreprise : _____
- ☐ En invalidité
- ☐ Autre situation, précisez : _____

Perçoit-il :

- un sursalaire familial/forfait familial/supplément familial de traitement (autre avantage similaire)

☐ Oui ☐ Non

- une indemnité de transport corse ou prime d'insularité

☐ Oui ☐ Non

6 - Enfants à votre charge

Noms et prénoms des enfants	Date de naissance	Statut de l'enfant : - né de l'agent - adopté simple ou plénier - recueilli (de votre conjoint, concubin, du partenaire pacsé)	Situation actuelle : - scolaire - étudiant - apprentissage -contrat de professionnalisation -salarié - demandeur d'emploi	A charge depuis le	Vit-il avec vous ?	Perçoit-il l'allocation logement sociale (ALS) par la CAF ?
					☐ Oui ☐ Non	☐ Oui ☐ Non
					☐ Oui ☐ Non	☐ Oui ☐ Non
					☐ Oui ☐ Non	☐ Oui ☐ Non
					☐ Oui ☐ Non	☐ Oui ☐ Non
					☐ Oui ☐ Non	☐ Oui ☐ Non

7 - Identité de l'autre parent

Pour les enfants confiés à son autre parent (ex-conjoint, concubin…), indiquez ici les coordonnées de ce dernier :

Nom : _____ Prénom : _____

Date de naissance : _____ Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Téléphone : _____ Email : _____

Perçoit-il un sursalaire familial/forfait familial/supplément familial de traitement ?

☐ Oui ☐ Non

J'atteste sur l'honneur :

☐ L'exactitude des renseignements portés sur cette déclaration et documents joints et m'engage à signaler immédiatement à la CNIEG tout changement intervenant dans ma situation.
Et notamment toute modification :
- de ma situation familiale (concubinage, pacs, remariage, séparation, arrivé ou départ d'un enfant du foyer)
- de mes revenues et ceux de mon foyer

Fait à _____ le _____

Signature

Une vérification de l'exactitude de vos déclarations et de l'authenticité des documents produits peut être effectuée dans le cadre de l'exercice du droit de communication prévu par les articles L. 114-19 à L. 114-22 du code de la sécurité sociale.
La loi rend passible d'amende et/ou d'emprisonnement quiconque se rend coupable de fraudes ou de fausses déclarations (articles 313-1 et suivants, 441-1 et suivants, 441-6 et suivants du code pénal).
Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers, aux libertés ainsi qu'au Règlement Général sur la Protection des Données, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification et, dans certains cas prévus par la loi, d'opposition vis-à-vis des données vous concernant. Vous pouvez exercer ces droits en vous adressant au Délégué à la protection des données de la CNIEG.

QR code réservé CNIEG